

**ARRETE N° ADS / 224 / 2022**

**PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A  
Madame Gisèle CONTRAIN-ETRAYEN  
DIRECTRICE DES PROXIMITES RENFORCEES ET DES INTERVENTIONS**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

- W/U** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 3221-3 alinéa 4 ;
- W/U** le code général de la fonction publique ;
- W/U** le code de la commande publique ;
- W/U** l'élection du Président du conseil départemental en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;
- W/U** la note d'affectation en date du 24 octobre 2022 nommant Madame Gisèle CONTRAIN-ETRAYEN directrice des Proximités Renforcées et des Interventions à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2022.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à Madame Gisèle CONTRAIN-ETRAYEN, directrice des Proximités Renforcées et des Interventions, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous la surveillance et la responsabilité du Président du Conseil Départemental :

- tous actes (dont notamment l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes dépenses et recettes départementales), arrêtés, décisions, conventions, certificats administratifs, certifications, documents et correspondances administratives.

**ARTICLE 2 :** La délégation de signature accordée à Madame Gisèle CONTRAIN-ETRAYEN s'exerce également dans le domaine des marchés publics :

- pour tous les actes et décisions relatifs à la préparation, la passation, l'exécution, le règlement et la résiliation des **marchés et accords-cadres et leurs avenants inférieurs ou égaux à 4 000 € H.T. ;**

- **pour les bons de commande ne dépassant pas 4 000 €HT** émis sur les accords-cadres à bons de commande ;
- pour tous les actes relatifs à l'exécution et au règlement des **marchés publics supérieurs à 4 000 € HT, lorsque ces actes n'emportent pas de modification des contrats.**

**ARTICLE 3 :** Sont exclus de la délégation de signature consentie à Madame Gisèle CONTRAIN-ETRAYEN :

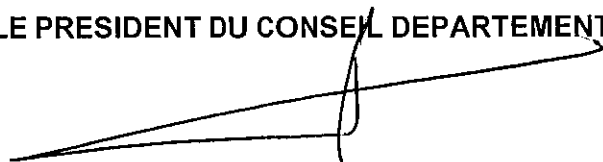
- les actes comportant la nomination, le recrutement et le renouvellement des contrats du personnel départemental,
- les rapports et délibérations :
  - o au conseil départemental,
  - o à la commission permanente,
  - o aux commissions spécialisées,
  - o à la commission d'appel d'offres,
  - o à la commission de délégation de service public.
- les correspondances aux Ministres, au Préfet, aux élus locaux, aux Présidents de juridictions,
- les engagements dont le cumul des bons de commande, pour une intervention donnée est **supérieur à 4 000 € HT,**
- les actes de location, d'acquisition ou de vente de biens,
- les conventions de maîtrise d'ouvrage mandatée,
- les conventions avec les sociétés publiques locales,
- les certificats administratifs valant cession de créance,
- les remises de dettes,

**ARTICLE 4 :** Cette délégation concerne l'ensemble des services de la direction

**ARTICLE 5 :** En cas de situation de conflit d'intérêts, dans le cadre de l'exercice de cette délégation, Madame Gisèle CONTRAIN-ETRAYEN, devra s'abstenir d'utiliser cette délégation, se déporter du dossier concerné et informer sans délai le Président du Conseil départemental ainsi que son supérieur hiérarchique par écrit des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses fonctions.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressée, transmis à Monsieur le Préfet de la Région et du Département de la Réunion, et publié sur le site du Département.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



Cyrille MELCHIOR

**NB :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Saint-Denis, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.